

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Forum "Le Monde Nouveau" - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la cinquième édition à Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Produit par le Groupe *La Dépêche du Midi* qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la première édition du forum « *Le Monde Nouveau* », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom. La seconde, troisième et quatrième éditions du forum « *Le Monde Nouveau* » se sont déroulées à Montpellier en 2021, 2022 et 2023.

La cinquième édition se déroulera au cœur du quartier Odysseum à Montpellier (complexe Planet Océan), du 3 au 5 octobre 2024.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à apporter une participation

financière fixe, forfaitaire et non révisable de 70 000 € TTC pour l'année 2024, répartie comme suit :

- 35 000 € pour la Ville de Montpellier ;
- 35 000 € pour Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention 2024.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-269961-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.



Convention de Partenariat « le monde nouveau 2024 »

Pour la co-organisation les 3, 4 et 5 octobre 2024

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole,

Dont le siège est au 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex

2 Représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, son Président

Ci-après dénommée « LA MÉTROPOLE »

Et

La Ville de Montpellier,

Dont l'adresse est au 1, place Georges Frêche - 34070

Montpellier Représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, son

Maire

Ci-après dénommée « LA VILLE DE MONTPELLIER »

d'une part,

ET

SOCIÉTÉ DU JOURNAL MIDI LIBRE, société anonyme à Conseil d'administration au capital de 6.278.802 €, dont le siège est rue du Mas de Grille 34430 Saint-Jean-de-Védas, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 456 801 158,

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Jean-Benoît BAYLET, dûment habilité à l'effet des présentes,

En présence de :

EVELYNE, Société en nom collectif au capital de 1.000.000 euros, dont le siège social Rue du Mas de Grille 34430 Saint-Jean-de-Védas, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Montpellier sous le numéro 404 010 209, sa régie

GROUPE LA DÉPÊCHE DU MIDI, société anonyme au capital de 3.577.010 euros dont le siège social est avenue Jean Baylet 31300 TOULOUSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse sous le numéro 570 804 542,



Ci-après dénommées ensemble le « Groupe de presse»,

Ci-après, dénommées collectivement les «**Parties**».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

Midi Libre, appartenant au groupe La Dépêche, est un journal quotidien régional français diffusé dans la moitié de la région Occitanie.

Produit par le Groupe La Dépêche du Midi qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « le monde nouveau » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

Les Parties ont décidé de collaborer pour l'organisation de la cinquième édition du forum « LE MONDE NOUVEAU » qui aura lieu au Planet Ocean à Odysseum. (ci-après l'Événement).

A cette fin, les Parties sont convenues d'établir la présente convention de partenariat (la « **Convention** »).

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 - Objet

Cette Convention a pour objectif de définir les modalités de partenariat entre les Parties et de régir leur relation pendant toute la durée de la Convention.

Par cette Convention, la VILLE DE MONTPELLIER et MONTPELLIER MÉTROPOLE MÉDITERRANÉE deviennent Partenaire du groupe de presse dans le cadre de l'Événement.

A ce titre, ils bénéficieront pleinement des droits et avantages attachés au statut de Partenaire, avec leur adhésion au programme du « MONDE NOUVEAU » et des actions réalisées par le Cocontractant.

Article 2 - Engagements des Parties

2.1 Engagements communs

Chaque Partie exécutera la Convention de bonne foi.



Elle ne fera rien qui soit susceptible de nuire à l'image ou à la notoriété de l'autre Partie outre l'obligation, dans ce cadre, d'exécuter parfaitement ses obligations à l'égard de tous les tiers.

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des obligations légales, contractuelles et réglementaires auxquelles elles sont soumises.

Les Parties s'engagent également à maintenir une collaboration active et régulière en se transmettant mutuellement l'ensemble des éléments nécessaires à l'accomplissement des présentes.

Chaque Partie s'engage à aviser immédiatement l'autre Partie de toutes les difficultés qu'elle pourrait rencontrer dans l'exécution de ses obligations, afin de permettre leur prise en compte par les Parties le plus rapidement possible et qu'elles puissent ainsi participer ensemble à la réussite de leur collaboration.

2.2 Engagements du Cocontractant

Le Cocontractant fait bénéficier le Partenaire de :

VISIBILITÉ MEDIA ET PROMOTION	
Logo sur promotion web de l'événement	oui
Présence de votre logo sur la newsletter LMN	oui
Votre logo sur la campagne presse et la campagne d'affichage	oui
Votre logo sur le site internet lemondenouveau.fr	Logo cliquable sur home page /logo sur page partenaires
Publicité sur deux titres du Groupe Dépêche (Midi Libre et l'Indépendant)*	2 demi-pages
Campagne web en format événementiel : Habillage ou Interstitiel sur Midi Libre*	300 000 impressions

Campagne web en pavé sur Midi Libre*	600 000 impressions
Un article partenaire rédigé par vos soins et mis en ligne sur l'un de nos 3 titres Midi Libre, l'Indépendant, ou Centre presse*	oui
Votre marque citée sur nos posts RS	oui
Visibilité espace VIP	oui
Logo sur invitations cocktail d'ouverture	oui
NETWORKING ET INCENTIVE	
Cocktail d'inauguration	20 pers
Accès aux cocktails déjeunatoires avec les intervenants	20 pers
PRESENCE FORUM	
Prise de parole sur trois conférences	oui
Programme officiel print et web	1 page publicité en 2e, ou 3e de couv + 1 page publi-info
Présence logo pendant inauguration	oui
Logo sur fond de scène conférences	oui
Logo sur signalétique forum	oui
Stand au sein de l'espace extérieur, sous tente, paroi et banque fournies	12 M²
Interview "un café avec"	oui

2.3 Engagements du Partenaire

La VILLE DE MONTPELLIER et la MÉTROPOLE s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 70 000 (soixante mille) € TTC pour l'année 2024, répartie comme suit : 35 000 €TTC pour la VILLE et 35 000 €TTC pour la MÉTROPOLE.

Pour l'évènement, la Métropole et la ville s'engagent à mettre en avant l'évènement :



La VILLE DE MONTPELLIER mobilisera ses emplacements publicitaires locaux (affichage) et de pavoisement pour la promotion de l'événement.

La METROPOLE met à disposition une ligne de tramway pour promouvoir l'événement.
La Conception, fabrication, pose et dépose de l'habillage sont à la charge de Midi Libre sur la base des gabarits fournis par la collectivité.

Article 3 - Modalités financières

Le règlement des factures visées ci-dessus interviendra comme suit :

- par paiement par LA VILLE DE MONTPELLIER pour un montant de 35 000 (trente cinq mille) € TTC au titre de sa contribution financière, au profit du cocontractant, à réception pour la facture d'acompte et au plus tard à 30 (trente) jours pour la facture du solde.
- par paiement par MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE pour un montant de 35 000 (trente cinq mille) € TTC au titre de sa contribution financière, au profit du cocontractant, à réception pour la facture d'acompte et au plus tard à 30 (trente) jours pour la facture du solde.

Article 4 - Durée

La Convention prend effet à sa signature, et cessera de produire effet à la fin de l'Événement, soit le 5 octobre 2024.

Article 5 - Clause résolutoire

Chacune des Parties aura, en cas de manquement grave dans l'exécution de ses engagements contractuels, la faculté de mettre fin au contrat, par lettre recommandée avec accusé de réception, huit jours après mise en demeure restée sans effet, et ce sans préjudice des dommages et intérêts éventuels qu'elle sera susceptible de réclamer en réparation de son préjudice.

En cas d'inexécution totale ou partielle, les comptes seront faits entre les Parties, chacun restant redevable à l'égard de l'autre du solde du compte.

Article 6 : Report ou Annulation de l'Évènement

En cas d'annulation de l'Évènement en raison d'éléments extérieurs à la volonté des parties, seuls seront dûs les frais techniques correspondant aux actions réellement effectuées par Midi-Libre, en particulier les apports cités à l'article 3.2 du présent Contrat.

Ainsi, considérant la planification des frais techniques assumés par Midi-Libre :

- en cas d'annulation plus d'un mois avant les dates prévues pour les Rencontres, la METROPOLE ne versera que 10 000 € HT (dix mille euros hors taxes) à Midi-Libre au titre de la participation aux frais techniques ;
- en cas d'annulation plus de 15 jours avant les dates prévues pour les rencontres, la VILLE et la METROPOLE ne verseront que 20 000 € HT (vingt mille euros hors taxes) à Midi-Libre au titre de la participation aux frais techniques.

En cas d'annulation de l'Évènement à l'initiative directe de Midi-Libre, aucune participation aux frais techniques ne sera versée à Midi-Libre par la VILLE ET la METROPOLE.

Aucune autre somme ne pourra être réclamée de part et d'autre, chaque partie gardant à sa charge les frais qu'elle aura pu engager dans le cadre du projet (temps passé, ...).

Article 7 : Interlocuteur

Chacune des Parties désignera un interlocuteur privilégié chargé de mettre en œuvre le partenariat et communiquera à l'autre Partie les coordonnées (adresse, téléphone, télécopie, mail) de cet interlocuteur.

Tout changement de cet interlocuteur devra être communiqué à l'autre Partie dans les meilleurs délais.

Article 8 : Résiliation anticipée

En cas de manquement de l'une des Parties à ses obligations contractuelles, l'autre Partie pourra la mettre en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'y remédier dans le délai de 15 (quinze) jours.

Dans le cas où cette mise en demeure resterait infructueuse, la Partie lésée aura la faculté de résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de 15 (quinze) jours.

Article 9 : Responsabilité

9.1 Chacune des Parties est tenue à une obligation de moyens dans le cadre des présentes.

9.2 Les Parties déclarent être couvertes par une police d'assurance de Responsabilité Civile.

Article 10 - Force majeure

Est considéré comme un cas de force majeure, tout événement étranger aux Parties échappant au contrôle du débiteur de l'obligation, raisonnablement imprévisible lors de la conclusion du contrat, dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées et qui empêche l'exécution de son obligation par le débiteur, conformément à l'article 1218 du Code civil et à la jurisprudence.

Outre les éléments habituellement retenus par la jurisprudence française comme constitutifs de force majeure, les Parties conviennent de considérer comme tels les événements suivants dans la mesure où ils sont de nature à entraver l'exécution de leurs obligations : la survenance d'épidémies ou de pandémies qualifiées par les autorités, les catastrophes naturelles (tornades, inondations, ouragans, tremblements de terre, éruptions volcaniques, incendie...), bactériologiques ou industrielles, toute interdiction de l'évènement par des dispositions légales, réglementaires, ou administratives.

La Partie empêchée d'exécuter doit avertir l'autre partie dans les meilleurs délais à compter de la connaissance qu'il a ou qu'il aurait dû avoir de l'évènement de la survenance d'un tel cas en précisant sa nature et sa durée prévisible.

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution des obligations dont la réalisation est devenue impossible est suspendue tant que dure cette impossibilité à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat.

En pareil cas, les Parties se rapprocheront afin de convenir librement de la nouvelle affectation des engagements prévus au présent contrat, et notamment de la date de report de l'Évènement. Les versements seront alors conservés par le groupe de presse.

Si les Parties ne parvenaient pas à trouver de nouvelles affectations ou si l'empêchement devenait définitif, le présent contrat serait résolu de plein droit et les Parties seraient libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1 du Code civil. La résiliation ne pourra donner lieu à aucune indemnité au profit de l'une ou l'autre des Parties. Dans ce cas, il sera remboursé au Partenaire les acomptes versés, déduction faite des frais déjà engagés pour l'exécution de la manifestation.

Article 11 - Indépendance des Parties

La Convention constitue un contrat entre des personnes indépendantes.

Midi Libre, La METROPOLE et La VILLE DE MONTPELLIER sont et demeurent indépendants et assurent pleinement et librement la réalisation de leur objet social respectif.

Il est expressément entendu que la présente convention ne pourra, en aucune façon, être considérée comme une société entre les Parties, la responsabilité de chacune étant limitée aux engagements pris par chacune d'elle dans la présente convention.

Article 12 - Assurance

Les Parties déclarent avoir contracté auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable une assurance couvrant les conséquences de sa responsabilité civile professionnelle, s'engage à conserver cette assurance pendant toute la durée du Contrat.

Article 13 - Confidentialité

Chaque Partie conserve confidentielles les informations qu'elle aura reçues de l'autre Partie ou qu'elle pourra avoir recueillies et ce, tant pendant toute la durée du partenariat qu'après l'achèvement de celui-ci.

Chaque Partie s'oblige à faire respecter cette obligation de confidentialité par ses collaborateurs et conseils externes.

Les Parties s'obligent en outre à une obligation de discrétion sur l'existence du présent partenariat et de son contenu.

Article 14 - Données à caractère personnel

Il est expressément entendu que chacune des Parties s'engage à respecter, chacune pour ce qui la concerne, l'ensemble des dispositions de la loi 78-17 du 06 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et du Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles (RGPD) et notamment à prendre toutes les protections utiles afin de préserver la sécurité des informations/données personnelles (ci-après les Informations) et notamment d'empêcher qu'elles soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

Chaque Partie garantit que seules les données pertinentes telles que définies entre les Parties seront traitées au titre de la présente convention pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Ces informations pourront donner lieu à exercice du droit d'accès, d'opposition et de rectification dans les conditions prévues par la loi. Pour exercer vos droits, donnees-personnelles@midilibre.com ou par courrier à : Midi Libre - Délégué à la Protection des Données - Rue du Mas de Grille - 34438 Saint-Jean-de-Védas cedex.

Article 15 - Propriété intellectuelle

Chaque Partie reste propriétaire de ses marques, logos et sigles sans que l'autre ne puisse en faire usage autrement que pour les besoins limités à l'exécution du présent partenariat et dans le strict respect des chartes graphiques communiquées par les Parties.

Chacune des Parties garantit à l'autre Partie détenir tous les droits de propriété intellectuelle afférents à ses marques et logos exploités et en garantit une jouissance paisible dans le cadre de la Convention.

Article 16 - Incessibilité de la Convention

Le présent partenariat est conclu *intuitu personae*.

En conséquence, les Parties ne pourront transférer les droits et obligations en résultant, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit, sans l'accord préalable, exprès et écrit de chacune d'elles.

Article 17 - Intégralité des accords

La présente Convention exprime l'ensemble des engagements pris par les Parties contractantes dans le cadre de son objet.

Elle annule et remplace tous les pourparlers, accords verbaux, écrits précontractuels entre les Parties et/ou documents écrits antérieurement à sa signature.

Toute modification de l'une quelconque des clauses ou conditions de la présente Convention devra être réalisée par avenant écrit signé par les Parties.

Article 18 - Litige

La présente Convention est régie par le droit français.

En cas de contestation sur l'interprétation ou sur l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente Convention, et à défaut d'accord entre les Parties, le différend sera soumis aux tribunaux compétents de Montpellier pour connaître le litige.

Article 19 - Election de domicile

Les Parties signataires de la présente Convention font élection de domicile chacune en leur siège social respectif.

Fait en deux (2) exemplaires originaux paraphés à chacune des pages sauf la page de signatures,

A, le

Pour LA VILLE DE
MONTPELLIER,

Pour MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE,

Mr Jean-Benoît BAYLET
Pour Midi Libre,

